



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.583/4
du 15 juin 2020

advies 67.583/4
van 15 juni 2020

sur

over

un projet d'arrêté n° 2020/044
du Gouvernement de la Région
de Bruxelles-Capitale de
pouvoirs spéciaux 'prolongeant
certains délais de l'Ordonnance
organique de revitalisation
urbaine du 6 octobre 2016'

een ontwerp van bijzondere
machtenbesluit nr. 2020/044
van de Brusselse
Hoofdstedelijke Regering 'tot
verlenging van sommige
termijnen van de ordonnantie
van 6 oktober 2016 houdende
organisatie van de stedelijke
herwaardering'

Le 9 juin 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté n° 2020/044 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux 'prolongeant certains délais de l'Ordonnance organique de revitalisation urbaine du 6 octobre 2016'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 15 juin 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 juin 2020.

*

Op 9 juni 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met territoriale ontwikkeling, en stadsvernieuwing, toerisme, de promotie van het imago van Brussel en biculturele zaken van gewestelijk belang verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van bijzondere machtenbesluit nr. 2020/044 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot verlenging van sommige termijnen van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 15 juni 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 juni 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« En raison de la situation de crise actuelle liée à la pandémie de COVID-19 et au regard de la nécessité à pourvoir assurer la continuité du service public ainsi que la sécurité juridique, je vous remercie de bien vouloir me communiquer votre avis en urgence dans un délai de 5 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, 3^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1. Les articles 1^{er} à 3 du projet tendent à prolonger des délais de procédure qui ont fait l'objet d'une suspension en vertu de l'arrêté n° 2020/001 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux du 2 avril 2020 'relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation bruxelloise ou adoptés en vertu de celle-ci', et des arrêtés du 16 avril 2020 et du 14 mai 2020 ayant prolongé les délais prévus par l'arrêté n° 2020/001.

Aux articles 1^{er} à 3 du projet, il y a donc lieu de préciser si les prolongations qui y sont prévues incluent ou non les périodes de suspension résultant des arrêtés précités.

1.2. Dans les articles 1^{er} à 3, la sécurité juridique serait mieux garantie si, outre l'arrêté n° 2020/001 qui y est mentionné, étaient également cités les arrêtés du 16 avril et du 14 mai 2020 qui ont prolongé, chaque fois d'un mois, les délais prévus à l'article 1^{er} de l'arrêté n° 2020/001.

2. Fondé sur l'article 2 de l'ordonnance du 19 mars 2020 'visant à octroyer des pouvoirs spéciaux au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19', le projet devra faire l'objet d'une confirmation ultérieure par voie d'ordonnance conformément à l'article 4 de l'ordonnance du 19 mars 2020.

Par ailleurs, le Gouvernement ne perdra pas de vue qu'en vertu de l'article 4, alinéa 3, de l'ordonnance du 19 mars 2020, l'arrêté en projet sera communiqué au président et au greffier du Parlement avant sa publication au *Moniteur belge*.

Enfin, il est suggéré, même si l'article 3bis, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État ne l'impose pas formellement, qu'un rapport au Gouvernement exposant la portée et les implications concrètes de l'arrêté soit publié en même temps que ce dernier, accompagné par le présent avis. Ce rapport au Gouvernement contiendra utilement les précisions à éventuellement apporter suite aux observations de la section de législation.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Les dispositions visées au préambule qui ne procurent pas de fondement juridique au projet et qui ne sont pas modifiées par celui-ci n'ont pas à être mentionnées sous la forme de visas mais peuvent néanmoins l'être sous la forme de considérants.
2. L'alinéa 4 sera complété par la mention de l'article 2 de l'ordonnance du 19 mars 2020.
3. En ce qui concerne la motivation de l'urgence justifiant le fait que l'avis du Conseil d'État a été réclamé dans un délai de cinq jours ouvrables, il convient, pour se conformer à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, de reproduire fidèlement la motivation figurant dans la lettre de demande d'avis.
4. Un alinéa relatif à l'avis du Conseil d'État sera inséré au préambule, rédigé comme suit :

« Vu l'avis 67.583/4 du Conseil d'État, donné le 15 juin 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; ».

DISPOSITIF

Article 1^{er}

L'article 1^{er} vise à prolonger d'un mois et quinze jours « [l]e délai visé à l'article 23 § 2 de l'ORU, s'agissant de la phase d'élaboration de la 10^e série des contrats de quartiers durables ».

Or, l'article 23, § 2, de l'ordonnance du 6 octobre 2016 'organique de la revitalisation urbaine' fixe, en ses alinéas 1^{er} à 4, quatre délais différents, en fonction du stade de la procédure.

Il convient de préciser, dans la disposition à l'examen, quel est ou quels sont les délais concernés par la prolongation prévue par le texte en projet : sont-ils tous visés ? Dans la négative, quels délais font l'objet de la prolongation envisagée ?

Si l'intention est, comme on peut le supposer, de viser, parmi ces délais, uniquement celui qui, selon le stade d'élaboration du contrat de quartier concerné, a effectivement fait l'objet d'une suspension en vertu de l'arrêté n° 2020/001 et des arrêtés du 16 avril et du 14 mai 2020 adoptés à sa suite, la disposition sera mieux rédigée comme suit :

« Art. 1^{er}. Si l'un des délais fixés aux alinéas 1^{er} à 4 de l'article 23, § 2, de l'ordonnance du 6 octobre 2016 organique de la revitalisation urbaine, a été suspendu par l'arrêté n° 2020/001 du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux du 2 avril 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation bruxelloise ou adoptés en vertu de celle-ci, ainsi que par les arrêtés du 16 avril 2020 et du 14 mai 2020 adoptés à la suite de celui-ci, ce délai est prolongé d'une durée de 1 mois et 15 jours¹ ».

Une observation similaire vaut pour l'article 2 du projet, concernant les délais prévus respectivement par l'article 27, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, l'article 45, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, l'article 58, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2 et l'article 65, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de l'ordonnance du 6 octobre 2016.

*

¹ En outre, la disposition sera complétée aux fins de répondre à l'observation générale I.1.

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt:

“En raison de la situation de crise actuelle liée à la pandémie de COVID-19 et au regard de la nécessité à pourvoir assurer la continuité du service public ainsi que la sécurité juridique, je vous remercie de bien vouloir me communiquer votre avis en urgence dans un délai de 5 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, 3°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.”

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1.1. De artikelen 1 tot 3 van het ontwerp strekken tot verlenging van proceduretermijnen die zijn opgeschort krachtens volmachtbesluit nr. 2020/001 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 april 2020 ‘betreffende de tijdelijke opschorting van de verval- en beroepstermijnen die vastgelegd zijn in de Brusselse wetgeving en reglementering of die op grond daarvan zijn ingevoerd’ en krachtens de besluiten van 16 april 2020 en 14 mei 2020 waarbij de termijnen waarin besluit 2020/001 voorziet, worden verlengd.

De artikelen 1 tot 3 van het ontwerp dienen dus nader aan te geven of de verlengingen waarin ze voorzien, al dan niet ook de periodes van opschorting omvatten die uit de voornoemde besluiten voortvloeien.

1.2. In de artikelen 1 tot 3 zou de rechtszekerheid beter gewaarborgd zijn als, naast het daarin reeds vermelde besluit nr. 2020/001, ook melding werd gemaakt van de besluiten van 16 april en 14 mei 2020, die elk de termijnen bepaald in artikel 1 van besluit nr. 020/001 met een maand hebben verlengd.

2. Het ontwerp, dat steunt op artikel 2 van de ordonnantie van 19 maart 2020 ‘om bijzondere machten toe te kennen aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in het kader van de gezondheids crisis Covid-19’, moet naderhand nog bij ordonnantie worden bevestigd, overeenkomstig artikel 4 van de ordonnantie van 19 maart 2020.

Voorts moet de regering niet uit het oog verliezen dat het ontworpen besluit krachtens artikel 4, derde lid, van de ordonnantie van 19 maart 2020 ter kennis moet worden gebracht van de voorzitter en de griffier van het parlement, voordat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Hoewel artikel 3bis, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State dat niet expliciet voorschrijft, wordt ten slotte voorgesteld om gelijktijdig met dit besluit ook een verslag aan de regering bekend te maken waarin de strekking en de concrete implicaties van dat besluit uiteengezet worden, en om dit advies erbij te voegen. Het zou nuttig zijn in dat verslag aan de regering de aanvullende informatie op te nemen die ten gevolge van de opmerkingen van de afdeling Wetgeving eventueel nodig blijkt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. De bepalingen die het ontwerp geen rechtsgrond verlenen en die niet door het ontwerp worden gewijzigd, horen in de aanhef niet te worden vermeld als aanhefverwijzing, beginnend met de woorden “Gelet op”, maar kunnen wel in de vorm van een overweging worden vermeld.
2. In het vierde lid moet ook artikel 2 van de ordonnantie van 19 maart 2020 worden vermeld.
3. Zoals voorgeschreven in artikel 84, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de motivering van de spoedeisendheid op grond waarvan de Raad van State wordt verzocht zijn advies binnen vijf werkdagen te verlenen, een exacte weergave zijn van de motivering zoals die in de brief met de adviesaanvraag staat.
4. In de aanhef moet een lid betreffende het advies van de Raad van State worden ingevoegd, luidende als volgt:

“Gelet op advies 67.583/4 van de Raad van State, gegeven op 15 juni 2020 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Artikel 1 strekt ertoe “[d]e in artikel 23 § 2 van de DSH bedoelde termijn met betrekking tot de uitwerkingsfase van de tiende reeks duurzame wijkcontracten” te verlengen met een maand en vijftien dagen.

In artikel 23, § 2, eerste tot vierde lid, van de ordonnantie van 6 oktober 2016 ‘houdende organisatie van de stedelijke herwaardering’ worden echter vier verschillende termijnen vastgesteld in functie van de fase waarin de procedure zich bevindt.

Men dient in de voorliggende bepaling te preciseren op welke termijn(en) de verlenging waarin de ontworpen tekst voorziet, betrekking heeft. Gaat het om al die termijnen? Indien niet: welke termijnen zouden dan verlengd worden?

Indien, zoals men mag veronderstellen, van al die termijnen enkel die termijn wordt bedoeld die, naargelang van de uitwerkingsfase van het betreffende wijkcontract, effectief is opgeschort krachtens het besluit nr. 2020/001 en de besluiten van 16 april en 14 mei 2020 die ten gevolge daarvan zijn vastgesteld, zou de bepaling beter als volgt worden geredigeerd:

“Art. 1. Indien een van de termijnen die zijn vastgesteld bij het eerste tot het vierde lid van artikel 23, § 2, van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, is opgeschort bij volmachtbesluit nr. 2020/001 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 april 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van de verval- en beroepstermijnen die vastgelegd zijn in de Brusselse wetgeving en reglementering of die op grond daarvan zijn ingevoerd, alsook bij de besluiten van 16 april 2020 en 14 mei 2020 die ten gevolge van dat besluit zijn vastgesteld, wordt die termijn met een maand en vijftien dagen verlengd.”¹

Een gelijkaardige opmerking geldt voor artikel 2 van het ontwerp, in verband met de termijnen vastgesteld bij respectievelijk artikel 27, § 1, eerste en tweede lid, artikel 45, § 1, eerste en tweede lid, artikel 58, § 1, eerste en tweede lid, en artikel 65, § 1, eerste en tweede lid, van de ordonnantie van 6 oktober 2016.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET

¹ Bovendien moet de bepaling worden aangevuld om tegemoet te komen aan algemene opmerking 1.1.